

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 17 avril 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "réglant les élections simultanées pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Conseils de Région et de Communauté et portant des dispositions particulières applicables lorsque, à moins de six mois d'intervalle, doivent être organisées des élections pour les Chambres législatives fédérales d'une part, et pour le Parlement européen ainsi que pour les Conseils de Région et de Communauté d'autre part, ou dans l'ordre inverse à celui mentionné ci-avant", a donné le 22 avril 1998 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 april 1998 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot regeling van de gelijktijdige verkiezingen voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden en houdende bijzondere bepalingen die van toepassing zijn wanneer er, met minder dan zes maanden tussentijd, verkiezingen georganiseerd moeten worden voor de federale Wetgevende Kamers enerzijds, en voor het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden anderzijds, of in omgekeerde volgorde dan de hiervoor vermelde volgorde", heeft op 22 april 1998 het volgende advies gegeven :

Dans le bref délai de trois jours qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'a pas disposé du temps nécessaire pour examiner de manière aussi approfondie qu'il l'eût voulu les dispositions de l'avant-projet. Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation se limitera à formuler les quelques observations ci-après.

OBSERVATIONS GENERALES

L'avant-projet utilise fréquemment une série d'expressions de manière inappropriée, telles que : "les candidats ... qui se réclament d'un sigle ... ou d'un numéro", "sont tenues d'utiliser un numéro", ou encore "les listes qui ne se présentent pas à l'élection du Parlement européen mais bien à l'élection pour le Conseil régional et de Communauté et/ou pour l'élection des Chambres législatives fédérales". En effet, une liste "ne se réclame pas d'un sigle" mais "souhaite utiliser un sigle"; les listes ne sont pas "tenues d'utiliser un numéro" mais "se voient attribuer un numéro"; enfin une liste de candidats, par définition, ne se présente qu'à une élection : plusieurs listes, se présentant à des élections différentes, peuvent toutefois souhaiter utiliser le même sigle et le même numéro. En outre, le projet confond en fait à plusieurs reprises la notion de "listes de candidats" et la notion de "formation politique".

La rédaction de l'avant-projet devra être revue pour éviter ces expressions impropres qui risquent de susciter de sérieuses difficultés d'interprétation.

.../...

Par ailleurs, il convient également de combler certaines lacunes ou imprécisions, notamment quant aux modalités selon lesquelles les différents documents prévus par l'avant-projet doivent être produits. On s'interroge sur les points de savoir si les personnes pouvant délivrer des attestations sont bien identifiables et si le moment et le lieu où ces attestations doivent être produites sont, à chaque fois, précisés.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Celui-ci gagnerait à être plus concis et serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Projet de loi réglant les élections simultanées ou rapprochées pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Conseils de Région et de Communauté.".

Dispositif

Article 3

On n'aperçoit pas le bien-fondé de la modification proposée. Pourquoi une formation politique qui ne serait représentée dans l'une ou l'autre Chambre que par un seul parlementaire ne pourrait-elle obtenir la protection de son sigle ? Une telle disposition pourrait être jugée discriminatoire.

.../...

A considérer qu'elle puisse être justifiée au regard du principe d'égalité, il conviendrait alors de modifier également l'alinéa 1er de l'article 20 en ajoutant les mots "par au moins deux parlementaires" entre les mots "représentée dans l'une ou l'autre Chambre" et les mots "peut déposer".

La même observation vaut pour l'article 7, 1° du projet, qui modifie l'article 115bis du Code électoral.

Article 7

La phrase liminaire doit être fondamentalement revue, l'intention des auteurs de l'avant-projet étant probablement, d'une part, de modifier le texte du paragraphe 1er, alinéa 2, troisième phrase et, d'autre part, de compléter l'article 115bis par un paragraphe 4.

Article 8

1. L'expression "Conseil de Région et de Communauté" est inadéquate, l'expression "Conseil de Région" ne pouvant, en particulier, convenir pour désigner le Conseil flamand, il y a dès lors lieu de s'inspirer directement des formulations proposées pour le présent article 115ter en projet lors de la rédaction des dispositions subséquentes, ceci afin de désigner avec précision les assemblées concernées.

.../...

2. Compte tenu de cette première observation ainsi que de l'observation générale, l'article 115ter en projet serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er ...(comme dans le projet).

§ 2 Les candidats à la Chambre des représentants et au Sénat peuvent, dans la déclaration d'acceptation de leur candidature, demander l'attribution à leur liste du même sigle protégé et du même numéro que ceux conférés, lors du tirage au sort auquel il a été procédé par le ministre de l'Intérieur le soixante-cinquième jour avant l'élection du Parlement européen, à une liste présentée pour cette élection, pour autant qu'ils produisent une attestation émanant de la personne ou de son suppléant désignés à cet effet par la formation politique au nom de laquelle la liste pour l'élection du Parlement européen a été déposée, et les habilitant à utiliser le numéro d'ordre conféré pour cette élection.

Les candidats à la Chambre des représentants et au Sénat peuvent, dans l'acte d'acceptation de leur candidature, demander l'attribution à leur liste du même numéro que celui conféré, lors du tirage au sort auquel il a été procédé par le ministre de l'Intérieur le cinquante-deuxième jour avant l'élection du Parlement européen, à une liste présentée pour cette élection, pour autant qu'ils produisent une attestation émanant de la personne ou des personnes ayant déposé la liste pour l'élection du Parlement européen, et les habilitant à utiliser le numéro d'ordre conféré pour cette élection.

.../...

§ 3 Tout citoyen âgé de dix-huit ans accomplis peut déposer une demande d'affiliation de listes en vue de l'obtention d'un numéro d'ordre commun pour des listes de candidats se présentant à l'élection des Chambres législatives, du Conseil wallon, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Conseil de la Communauté germanophone et qui ne demandent pas l'attribution d'un numéro conféré pour l'élection du Parlement européen.

Cette demande d'affiliation doit s'étendre à des listes présentées pour l'élection de la Chambre des représentants, du Conseil wallon ou du Conseil flamand dans cinq provinces au moins du Royaume et être appuyée par cinq membres sortants de la Chambre des représentants, du Conseil wallon ou du Conseil flamand.

La demande est adressée au ministre de l'Intérieur par lettre recommandée à la poste au plus tard le trentième jour avant celui fixé pour les élections simultanées et comporte la mention des nom, prénom et date de naissance des deux premiers candidats de chaque liste affiliée ainsi que l'indication de l'élection et de la circonscription électorale pour laquelle chaque liste sera déposée. La demande indique également les nom, prénom et adresse d'un suppléant qui, en cas d'empêchement du demandeur, aura qualité pour agir en son nom.

(Alinéas 4, 5, 6 et 7, sauf la dernière phrase comme dans le projet. Le texte néerlandais des alinéas 5, 6 et 7 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis).

.../...

... Lors de ce tirage au sort, la priorité est accordée aux listes qui seront déposées au nom d'une formation politique déjà représentée dans au moins une des deux Chambres législatives fédérales.

(Alinéas 8 et 9 comme dans le projet. Le texte néerlandais de l'alinéa 9 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis).

Les candidats peuvent, dans l'acte d'acceptation de leur candidature, demander l'attribution à leur liste d'un numéro d'ordre commun conféré lors de ce tirage au sort s'ils produisent une attestation d'affiliation délivrée par l'auteur de la demande d'affiliation ou son suppléant et l'habilitant à utiliser le numéro d'ordre commun conféré à cette affiliation.

(Alinéas 11 et 12 comme dans le projet. Le texte néerlandais de l'alinéa 11 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis).".

Article 11

Les alinéas 2 et 3 de l'article 128ter, § 2, en projet pourraient faire l'objet d'un seul alinéa plus simplement rédigé comme suit :

"Les listes de candidats visées à l'article 115ter, §§ 2 et 3, alinéa 10, se voient attribuer les numéros d'ordre qu'elles ont demandé, sur le vu de l'attestation requise par ces dispositions.".

.../...

La même observation vaut pour l'article 128ter, § 3, en projet.

Article 19

Mieux vaut, à l'article 65, § 2, alinéa 1er, en projet, distinguer les deux hypothèses, à savoir celle où la liste demande à utiliser le sigle protégé et le numéro conféré lors du tirage au sort effectué le soixante-cinquième jour avant l'élection du Parlement européen, et celle où la liste demande à utiliser le numéro d'ordre conféré lors du tirage au sort effectué le cinquante-deuxième jour avant cette même élection.

L'alinéa 1er sera dès lors divisé en deux alinéas formulés comme suit :

"Les candidats qui, dans l'acte d'acceptation de leur candidature, ont demandé l'attribution à leur liste du même sigle protégé et du même numéro que ceux conférés lors du tirage au sort auquel il a été procédé par le ministre de l'Intérieur le soixante-cinquième jour avant l'élection du Parlement européen, à une liste présentée pour cette élection se voient attribuer ce sigle et ce numéro, pour autant qu'ils produisent une attestation émanant de la personne ou de son suppléant désignés à cet effet par la formation politique au nom de laquelle la liste pour l'élection du Parlement européen a été déposée, et les habilitant à utiliser le numéro d'ordre conféré pour cette élection.

.../...

Les candidats qui, dans l'acte d'acceptation de leur candidature, ont demandé l'attribution à leur liste du même numéro que celui conféré, lors du tirage au sort auquel il a été procédé par le ministre de l'Intérieur le cinquante-deuxième jour avant l'élection du Parlement européen, à une liste présentée pour cette élection, se voient attribuer ce numéro, pour autant qu'ils produisent une attestation émanant de la personne ou des personnes ayant déposé la liste pour l'élection du Parlement européen, et les habilitant à utiliser le numéro conféré pour cette élection."

L'alinéa 2 (devenant l'alinéa 3) du même paragraphe sera mieux rédigé comme suit :

"Les candidats qui, dans l'acte d'acceptation de leur candidature, ont demandé l'attribution à leur liste d'un numéro d'ordre commun conféré lors du tirage au sort auquel il a été procédé conformément à l'article 115ter, § 2, alinéa 6, du Code électoral, se voient attribuer ce numéro s'ils produisent une attestation d'affiliation délivrée par l'auteur de la demande d'affiliation ou son suppléant, et les habilitant à utiliser le numéro d'ordre commun conféré à cette affiliation."

Articles 24 à 30

Ces dispositions ont pour objet d'insérer des articles numérotés de 42 à 48 dans la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

.../...

Ce faisant, l'auteur du texte en projet a perdu de vue que la loi précitée contient déjà des articles numérotés de 42 à 48, figurant dans le Livre II de ladite loi, et ayant pour objet de modifier des dispositions du Code électoral. Afin que ces dispositions ne soient pas abrogées, il convient donc de numéroté autrement les articles à insérer dans la loi ordinaire du 16 juillet 1993, par exemple en les numérotant de 41bis à 41octies.

Article 27

Mieux vaut, pour l'article 45, § 2, alinéas 1er et 2, en projet, suivre la rédaction proposée ci-dessus pour l'article 65, § 2, alinéas 1er à 3, en projet, de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone.

La même observation vaut pour l'article 35 du projet (article 38, § 2, alinéas 1er et 2, en projet, de la loi 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale).

Article 33

Figure seulement dans l'avant-projet soumis au Conseil d'Etat, l'article 36 en projet, de la loi du 12 janvier 1989.

.../...

Cette disposition constitue l'article 33 de l'avant-projet dont la phrase liminaire fait défaut. Il y a lieu de réparer cette omission.

Article 46

A l'alinéa 4, mieux vaut écrire :

"Seuls les Belges inscrits au registre de la population et sur la liste des électeurs sont pris en considération pour l'élection des Chambres législatives fédérales, du Conseil wallon, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone.".

La même observation vaut pour l'article 50, alinéa 3.

Article 47

Au paragraphe 3, on remplacera les mots "peuvent se réclamer" par les mots "peuvent demander l'attribution".

La même observation vaut pour toutes les dispositions du projet qui suivent où sont utilisés les mots "peuvent se réclamer".

.../...

Article 48

Le paragraphe 3, qui prévoit que "les listes de candidats qui ne se présentent pas à l'élection du Parlement européen, mais bien à l'élection pour le Conseil régional et de Communauté et/ou à l'élection pour les Chambres législatives fédérales ... peuvent adresser ... une demande d'affiliation de listes ..." et que "(ces) listes ... sont tenues d'utiliser (le numéro d'ordre commun) pour toutes les élections auxquelles elles se présentent", suscite les objections formulées dans l'observation générale.

En outre, cette disposition ne prévoit pas que cette demande d'affiliation doive être introduite par un citoyen âgé de dix-huit ans accomplis mais bien par les listes elles-mêmes, ce qui se conçoit difficilement.

Cette disposition devra donc être revue en tenant compte de ces observations et en s'inspirant, mutatis mutandis, de la rédaction proposée à l'article 115ter en projet, sous l'article 8 du projet.

La même observation vaut pour l'article 49, § 3.

Article 51

Au paragraphe 3, alinéa 2, il convient de remplacer les mots "de la personne désignée par la formation politique au nom de laquelle la liste pour le Parlement européen a été déposée" par les mots "de la personne ou des personnes ayant déposé la liste pour l'élection du Parlement européen".

.../...

OBSERVATIONS FINALES

1. Il y a lieu de revoir, du point de vue de la légistique (1), les phrases liminaires des articles 2, 5, 7, 9, 10, 12, 13 et 15.

2. A l'article 23, les mots "et contenant des dispositions générales relatives à l'élection directe du Conseil flamand et du Conseil régional wallon" désignent l'objet du Livre Ier de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat. L'usage de ces mots est superflu et il est donc préférable de les omettre. La même remarque vaut pour l'intitulé du chapitre IV du texte en projet sous lequel figure l'article 23.

3. A l'article 41, mieux vaut supprimer les mots "figurant au 3°" et écrire : "Dans l'article 14, alinéa 1er, 3°, de la même loi,".

4. Le texte néerlandais du projet devrait être fondamentalement revu du point de vue linguistique, ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

(1) Code-formulaire de légistique, services du Premier Ministre, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982.

Binnen het korte tijdsbestek van drie dagen dat de Raad van State is toebedeeld, heeft hij niet voldoende tijd gehad om de bepalingen van het voorontwerp dermate grondig te onderzoeken als hij had gewild. Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beperkt de afdeling wetgeving zich tot de enkele opmerkingen die hierna volgen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

In het voorontwerp wordt een aantal uitdrukkingen vaak verkeerd gebruikt, zoals : "de kandidaten ... die een ... letterwoord of een ... volgnummer vorderen", "moeten een nummer gebruiken", of nog "de kandidatenlijsten die zich niet voordragen voor de verkiezing van het Europees Parlement maar wel voor de verkiezing van de Gewest- en Gemeenschapsraad en/of voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers". Een lijst "vordert" immers geen letterwoord; men schrijve veeleer dat men "een letterwoord wenst te gebruiken". Het is niet zo dat de lijsten een nummer "moeten gebruiken", zij "krijgen een nummer". Een kandidatenlijst ten slotte wordt per definitie slechts voor één verkiezing voorgedragen; wel is het mogelijk dat men voor verscheidene lijsten, die voor verschillende verkiezingen worden voorgedragen, hetzelfde letterwoord en hetzelfde nummer wil gebruiken. Bovendien worden in het ontwerp de begrippen "kandidatenlijsten" en "politieke formatie" herhaaldelijk door elkaar gehaald.

.../...

De redactie van het voorontwerp moet worden herzien, waarbij die oneigenlijke uitdrukkingen, die voor ernstige interpretatiemoeilijkheden kunnen zorgen, worden vermeden.

Bovendien moeten tevens bepaalde leemten of onduidelijkheden worden verholpen, onder meer wat betreft de wijze waarop de verschillende documenten die in het voorontwerp worden genoemd, moeten worden overgelegd. De vraag rijst of diegenen die attesten kunnen afgeven wel aanwijsbaar zijn, en of het tijdstip waarop en de plaats waar die attesten overgelegd moeten worden, telkens nader zijn bepaald.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Het zou beter zijn het opschrift in te korten en het als volgt te stellen :

"Ontwerp van wet tot regeling van de gelijktijdige of kort opeenvolgende verkiezingen voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gewest- en Gemeenschapsraden.".

.../...

Bepalend gedeelte

Artikel 3

De Raad ziet niet in in welk opzicht de voorgestelde wijziging gegrond zou zijn. Waarom zou een politieke formatie die slechts door één parlamentslid in één van de beide kamers vertegenwoordigd is, geen bescherming kunnen krijgen van haar letterwoord ? Zulk een bepaling zou als discriminerend kunnen worden beschouwd.

In de veronderstelling dat die bepaling verantwoord kan worden ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel, zou ook het eerste lid van artikel 20 als volgt gewijzigd moeten worden : "Elke politieke formatie die in een van beide Kamers vertegenwoordigd is door minstens twee parlementsleden kan (...)".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, 1°, van het ontwerp, waarbij artikel 115bis van het Kieswetboek wordt gewijzigd.

Artikel 7

De inleidende zin moet grondig worden herzien. Het is wellicht de bedoeling van de stellers van het voorontwerp om enerzijds de tekst van paragraaf 1, tweede lid, derde zin, te wijzigen, en anderzijds artikel 115bis aan te vullen met een paragraaf 4.

.../...

Artikel 8

1. De uitdrukking "Gewest- en Gemeenschapsraad" is niet gepast; meer bepaald de uitdrukking "Gewestraad" kan immers niet dienen om de Vlaamse raad aan te duiden. Voor de redactie van de bepalingen volgend op het ontworpen artikel 115ter dient men zich bijgevolg rechtstreeks te baseren op de formuleringen voorgesteld voor dit ontworpen artikel, en dit om duidelijk aan te geven om welke vergaderingen het gaat.

2. Rekening houdend met deze eerste opmerking en met de algemene opmerking, zou het beter zijn het ontworpen artikel 115ter als volgt te stellen :

"§ 1 ... (zoals in het ontwerp).

§ 2 De kandidaten voor de Kamer van volksvertegenwoordigers en voor de Senaat kunnen in de verklaring van bewilling in hun kandidaatstelling vragen dat aan hun lijst hetzelfde beschermde letterwoord en hetzelfde nummer worden toegewezen als die welke tijdens de loting die de minister van Binnenlandse Zaken op de vijftenzestigste dag vóór de verkiezing van het Europees Parlement heeft gehouden, toegewezen zijn aan een lijst die voor die verkiezing is voorgedragen, voorzover zij een attest overleggen dat uitgaat van de persoon of diens plaatsvervanger die daartoe zijn aangewezen door de politieke formatie namens welke de lijst voor de verkiezing van het Europees Parlement is ingediend, en waarbij hen toestemming wordt verleend om het voor die verkiezing toegekende volgnummer te gebruiken.

.../...

De kandidaten voor de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat kunnen in de akte van bewilliging in hun kandidaatstelling vragen dat aan hun lijst hetzelfde nummer wordt toegekend als datgene dat tijdens de loting die de minister van Binnenlandse zaken op de tweeënvijftigste dag vóór de verkiezing van het Europees Parlement heeft gehouden, is toegewezen aan een lijst die voor die verkiezing is voorgedragen, voorzover zij een attest overleggen dat uitgaat van de persoon of de personen die de lijst voor de verkiezing van het Europees Parlement hebben ingediend, en waarbij aan hen toestemming wordt verleend om het voor die verkiezing toegekende volgnummer te gebruiken.

§ 3 Iedere burger die de volle leeftijd van achttien jaar heeft bereikt, kan een aanvraag tot lijstenvereniging indienen om zo een gemeenschappelijk volgnummer te krijgen voor de lijsten van de personen die zich kandidaat stellen voor de verkiezing van de Wetgevende Kamers, van de Waalse Raad, van de Vlaamse Raad, van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en die geen nummer vragen dat voor de verkiezing van het Europees Parlement is toegekend.

Die aanvraag tot lijstenvereniging moet betrekking hebben op lijsten die minstens in vijf provincies van het Rijk zijn voorgedragen voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Waalse Raad of de Vlaamse Raad, en moet gesteund worden door vijf aftredende leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Waalse Raad of van de Vlaamse Raad.

.../...

Die aanvraag wordt uiterlijk op de dertigste dag vóór de dag die is vastgesteld voor de gelijktijdige verkiezingen bij een ter post aangetekende brief gericht aan de minister van Binnenlandse Zaken, ze maakt melding van de naam, de voornaam en de geboortedatum van de eerste twee kandidaten van iedere verenigde lijst en geeft aan voor welke verkiezing en voor welke kieskring de lijst zal worden ingediend. De aanvraag vermeldt tevens de naam, de voornaam en het adres van een plaatsvervanger die, indien de aanvrager verhinderd is, namens hem kan optreden.

(Vierde lid zoals in het ontwerp).

De aanvraag tot lijstenvereniging verleent de indiener ervan de hoedanigheid om toestemming te verlenen voor het gebruik van het nummer dat aan deze aanvraag is toegekend. (...) (voorts zoals het ontwerp).

De zevenentwintigse dag vóór de dag die is vastgesteld voor de gelijktijdige verkiezingen, houdt de minister van Binnenlandse Zaken een loting om de volgnummers te bepalen die toegekend worden aan de verschillende lijstenverenigingen waarvan de aanvraag regelmatig is verklaard.

De in het vorige lid bedoelde loting geschiedt tussen de nummers die onmiddellijk volgen op (...). De minister van Binnenlandse Zaken (...) overeenstemmen, en die uiterlijk op de achtenveertigste dag vóór deze verkiezing, door toedoen van de voorzitters van (...) voor deze verkiezing, in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt.

.../...

Bij de loting wordt voorrang verleend aan de lijsten die worden ingediend namens een politieke formatie die reeds in minstens één van de twee federale Wetgevende Kamers vertegenwoordigd is.

De indieners van de aanvragen ... (voorts zoals in het ontwerp).

De volgnummers die bij deze loting toegekend zijn, worden met vermelding van de letterwoorden waarmee zij overeenstemmen binnen vier dagen bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

De kandidaten kunnen in de akte van bewilliging in hun kandidaatstelling vragen dat aan hun lijst een gemeenschappelijk volgnummer wordt toegewezen dat tijdens die loting is toegekend, indien zij een attest van lijstenvereniging overleggen dat door de indiener van de aanvraag tot lijstenvereniging of diens plaatsvervanger is afgegeven, en waarbij hen toestemming wordt verleend om het gemeenschappelijke volgnummer te gebruiken dat aan die verenigde lijsten is toegekend.

De kandidaten die geen aanspraak maken op een lijstenvereniging die is aangevraagd voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Gewestraad, kunnen in de akte van bewilliging in hun kandidaatstelling voor de Kamer van volksvertegenwoordigers vragen dat aan hun lijst hetzelfde volgnummer wordt toegekend als het nummer dat is toegewezen aan een lijst die is ingediend voor de verkiezing van de Senaat. De instemming met die aanvraag

.../...

wordt schriftelijk gegeven door de eerste kandidaat van de lijst die ingediend is voor de verkiezing van laatstgenoemde vergadering en wordt vermeld in de akte van bewilliging in de kandidaatstellingen van de lijst die ingediend is voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

(Het twaalfde lid zoals in het ontwerp).".

Artikel 11

Het ontworpen tweede en derde lid van artikel 128ter, § 2, zouden kunnen worden samengevoegd in één enkel lid, dat eenvoudiger als volgt zou kunnen worden gesteld :

"Aan de kandidatenlijsten bedoeld in artikel 115ter, §§ 2 en 3, tiende lid, worden de daarvoor gevraagde volgnummers toegewezen na overlegging van het attest dat bij die bepalingen is vereist.".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 128ter, § 3.

Artikel 19

Het zou beter zijn in het ontworpen artikel 65, § 2, eerste lid, een onderscheid te maken tussen de twee mogelijkheden, namelijk het geval waarin wordt gevraagd om op een lijst het beschermde letterwoord en het nummer te

.../...

mogen gebruiken dat is toegewezen tijdens de loting die op de vijfenzestigste dag vóór de verkiezing van het Europees Parlement is gehouden, en het geval waarin wordt gevraagd om op een lijst het volgnummer te mogen gebruiken dat is toegewezen tijdens de loting die op de tweeënvijftigste dag vóór diezelfde verkiezing is gehouden.

Het eerste lid moet dus worden opgesplitst in twee leden die als volgt luiden :

"De kandidaten die in de akte van bewilliging in hun kandidaatstelling hebben gevraagd dat aan hun lijst hetzelfde beschermde letterwoord en hetzelfde nummer worden toegekend als die welke tijdens de loting die de minister van Binnenlandse Zaken op de vijfenzestigste dag vóór de verkiezing van het Europees Parlement heeft gehouden, toegewezen zijn aan een lijst die voor die verkiezing is voorgedragen, krijgen dat letterwoord en dat nummer voorzover zij een attest overleggen dat uitgaat van de persoon of diens plaatsvervanger die daartoe zijn aangewezen door de politieke formatie namens welke de lijst voor de verkiezing van het Europees Parlement is ingediend, en waarbij hen toestemming wordt verleend om het voor die verkiezing toegekende volgnummer te gebruiken.

De kandidaten die in de akte van bewilliging in hun kandidaatstelling hebben gevraagd dat aan hun lijst hetzelfde nummer wordt toegekend als datgene dat tijdens de loting die de minister van Binnenlandse Zaken op de tweeënvijftigste dag vóór de verkiezing van het Europees Parlement heeft gehouden, is toegewezen aan een lijst die

.../...

voor die verkiezing is voorgedragen, krijgen dit nummer voor zover zij een attest overleggen dat uitgaat van de persoon of de personen die de lijst voor de verkiezing van het Europees Parlement hebben ingediend, en waarbij hen toestemming wordt verleend om het voor die verkiezing toegekende nummer te gebruiken.".

Het zou beter zijn het tweede lid (dat het derde lid wordt) van dezelfde paragraaf als volgt te stellen :

"De kandidaten die in de akte van bewilliging in hun kandidaatstelling hebben gevraagd dat aan hun lijst een gemeenschappelijk volgnummer wordt toegekend dat is toegewezen tijdens de loting die overeenkomstig artikel 115ter, § 2, zesde lid, van het Kieswetboek is gehouden, krijgen dat nummer indien zij een attest van lijstenvereniging overleggen dat is afgegeven door de indiener van de aanvraag tot lijstenvereniging of diens plaatsvervanger en waarbij hen toestemming wordt verleend om het gemeenschappelijke volgnummer te gebruiken dat aan die lijstenvereniging is toegekend.".

Artikelen 24 tot 30

Met die bepalingen wil men in de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur artikelen invoegen die van 42 tot 48 genummerd zijn.

.../...

Daarbij heeft de steller van het ontwerp uit het oog verloren dat de voormelde wet, meer bepaald boek II ervan, reeds artikelen met de nummers 42 tot 48 bevat die tot doel hebben bepalingen van het Kieswetboek te wijzigen. Om te voorkomen dat die bepalingen worden opgeheven, moeten de artikelen die in de gewone wet van 16 juli 1993 moeten worden ingevoegd dus worden vernummerd, bijvoorbeeld door ze de nummers 41bis tot 41octies te geven.

Artikel 27

Het is beter zich voor het ontworpen artikel 45, § 2, eerste en tweede lid, te baseren op de redactie die hierboven is voorgesteld voor het ontworpen artikel 65, § 2, eerste tot derde lid, van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 35 van het ontwerp (ontworpen artikel 38, § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest wordt verkozen).

Artikel 33

In het voorontwerp dat aan de Raad van State is voorgelegd, is alleen het ontworpen artikel 36 van de wet van 12 januari 1989 terug te vinden.

.../...

Deze bepaling vormt artikel 33 van het voorontwerp waarvan de inleidende zin ontbreekt. Die leemte moet worden aangevuld.

Artikel 46

In het vierde lid is het beter te schrijven :

"Alleen de Belgen die in het bevolkingsregister zijn ingeschreven en op de kiezerslijst staan, komen in aanmerking voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers, de Waalse raad, de Vlaamse Raad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 50, derde lid.

Artikel 47

In paragraaf 3 is het beter het woord "vorderen" te vervangen door het woord "vragen".

Dezelfde opmerking geldt voor alle volgende bepalingen van het ontwerp waarin het woord "vorderen" wordt gebruikt.

.../...

Artikel 48

De bezwaren die in de algemene opmerking zijn geformuleerd, gelden ook voor paragraaf 3, waarin te lezen is dat "de kandidatenlijsten die zich niet voordragen voor de verkiezing van het Europees Parlement maar wel voor de verkiezing van de Gewest- en Gemeenschapsraad en/of voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers (...) een aanvraag tot lijstenvereniging (kunnen) richten" en dat "die lijsten dit (gemeenschappelijk volgnummer) moeten gebruiken voor alle verkiezingen waarvoor zij zich voordragen".

Bovendien staat in die bepaling niet dat die aanvraag tot lijstenvereniging moet worden ingediend door een burger die de volle leeftijd van achttien jaar heeft bereikt, maar wel dat die aanvraag moet worden ingediend door de lijsten zelf, wat moeilijk in te denken is.

Die bepaling moet dus op basis van die opmerkingen worden herzien. Daarbij moet, mutatis mutandis, worden uitgegaan van de redactie die hierboven, onder artikel 8 van het ontwerp, voor het ontworpen artikel 115ter is voorgesteld.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 49, § 3.

Artikel 51

In paragraaf 3, tweede lid, moeten de woorden "van de persoon aangewezen door de politieke formatie in naam

.../...

waarvan de lijst voor het Europees Parlement ingediend is" worden vervangen door de woorden "van de persoon of personen die de lijst voor de verkiezing van het Europees Parlement hebben ingediend".

SLOTOPMERKINGEN

1. De inleidende zinnen van de artikelen 2, 5, 7, 9, 10, 12, 13 en 15 moeten uit wetgevingstechnisch oogpunt (1) worden herzien.

2. In artikel 23 verwijzen de woorden "houdende algemene bepalingen met betrekking tot de rechtstreekse verkiezing van de Vlaamse Raad en van de Waalse Gewestraad" naar de inhoud van boek I van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur. Die woorden zijn overbodig en kunnen dus beter vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor het opschrift van hoofdstuk IV van het ontwerp, het hoofdstuk waaronder artikel 23 opgenomen is.

3. In de Franse tekst van artikel 41 is het beter de woorden "figurant au 3°" te schrappen en te schrijven : "Dans l'article 14, alinéa 1er, 3°, de la même loi,".

(1) Zie Handleiding bij de Wetgevingstechniek, diensten van de Eerste Minister, bijvoegsel tot het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

4. De Nederlandse tekst van het ontwerp moet grondig worden herzien. Daarbij kan men zich inspireren op het tekstvoorstel dat is gemaakt met betrekking tot artikel 8 van het ontwerp (ontworpen artikel 115ter, § 3, eerste lid). Tevens moet onder meer de verpersoonlijking van bijvoorbeeld kandidatenlijsten worden vermeden : zo kan bezwaarlijk gesteld worden dat een kandidatenlijst "zich voordraagt" (voornoemde ontworpen artikel 115ter).

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été rédigé par M. D. BATSELE, auditeur et présenté par M. L. DETROUX, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire adjoint.

Het verslag werd opgesteld door de H. D. BATSELE, auditeur en uitgebracht door de H. L. DETROUX, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN